

ENTRETIEN

Haydar Abd al-Shafi

Le chemin de la souveraineté

Haydar Abd al-Shafi préside la délégation palestinienne aux négociations de paix. Il nous a accordé cet entretien à Washington, le 27 février 1992.

Revue d'études palestiniennes. — *Quel bilan faites-vous aujourd'hui des pourparlers de paix, alors que la quatrième session des négociations approche de sa fin ?*

Haydar Abd al-Shafi. — Il est utile de commencer par rappeler les raisons de notre présence à la conférence de paix de Madrid, car une minorité, forte de quelques groupes palestiniens, s'oppose à notre participation au processus de paix. Lorsque nous avons répondu à l'invitation, les Palestiniens étaient confrontés depuis quelque temps à une question grave : que faire après la guerre du Golfe ? Comment remonter la pente alors que de nombreux espoirs fondés sur l'Intifada avaient été frappés et que notre cause semblait encore une fois sortir des sphères de l'urgence pour gagner le territoire de l'oubli ? Les conséquences de la guerre du Golfe étaient, bien entendu, pour beaucoup dans l'apparition de ces données négatives. Il fallait venir à bout de ces difficultés, et nous pouvions y parvenir en partie en participant au processus de paix, d'autant que nous n'y remettons pas en question tout ce que nous accomplissions par ailleurs pour faire avancer notre cause. Il faut dire enfin que la quasi-totalité des nations de la terre nous pressaient de répondre positivement et que les États arabes de la région, quant à eux, ne nous avaient pas attendus pour exprimer leur adhésion.

Nous sommes donc allés à Madrid avec le désir d'en faire une manifestation utile, au niveau de notre image notamment, et nous avons effectivement réussi à ramener la question palestinienne au centre des préoccupations arabes et internationales. Malgré les handicaps, le déséquilibre des rapports de force, les conditions préalables posées par Israël à notre participation. Prenant appui sur les grands principes moraux, les droits de l'homme, les résolutions de l'ONU, nous sommes parvenus à placer l'ensemble de la communauté internationale, et plus particulièrement les États-Unis, devant le défi de prouver qu'ils étaient sérieux

dans leur volonté proclamée de mettre en application les principes de la légalité internationale.

Puis les négociations bilatérales ont débuté et avec elles les nouvelles complications, notamment les premiers blocages de « procédure ». Avec la deuxième session des négociations à Washington, nous sommes venus à bout de ces difficultés. Il nous importait, sans jamais brader nos principes, de montrer notre désir sincère d'aborder les problèmes de fond. Nous sommes donc entrés dans le vif du sujet et nous avons présenté les grandes lignes de notre vision des choses, notre modèle pour la période intérimaire qui, selon les principes de la conférence, doit précéder et rendre « praticables » les négociations sur le statut final des territoires occupés. Les Israéliens nous ont répondu par le refus net, le rejet catégorique des mesures que nous proposons, et particulièrement de certaines dispositions préparatoires de la période d'auto-gouvernement.

En tête de ces dispositions, il y a l'indispensable arrêt de la politique de colonisation qui met en danger les chances de la paix et hypothèque l'issue finale des négociations ; l'application de la Convention de Genève en vue d'assurer la protection de la population palestinienne ; la nécessité primordiale que l'assemblée législative palestinienne chargée de gérer la période transitoire soit dotée de pouvoirs réels, qu'elle puisse légiférer pleinement et contrôler les ressources palestiniennes, telles que la terre et l'eau. Faute de quoi, les choses seraient laissées à la discrétion des gouverneurs militaires qui auraient tout le loisir de saboter littéralement cette étape dont la nature profonde est d'être une étape de transition vers la suivante, celle de la détermination du statut définitif des territoires occupés, synonyme pour nous de souveraineté et d'indépendance.

Cette vision palestinienne a donc essuyé un refus de la délégation israélienne. A leur tour, ils nous ont présenté un projet. Mais il consistait en un ensemble de dispositions qui, si elles étaient acceptées, consacraient la domination de l'occupant et son hégémonie présente.

Aujourd'hui, les négociations sont à nouveau bloquées. Mais nous ne voulons pas condamner le processus de paix. Plutôt que de rompre, nous avons choisi de donner davantage de temps aux parrains de la conférence, afin qu'ils puissent étudier les raisons de l'impasse et apprécier les dangers qu'elle recèle pour la paix. Il est vrai que nous avons refusé la suggestion des Israéliens de laisser de côté les points de désaccord, à commencer par le plus fondamental, la colonisation de notre terre, pour aborder des questions latérales moins « conflictuelles ». Nous y voyons une pure manœuvre pour nous amener à faire abstraction de ce qui constitue l'essentiel à nos yeux. La terre est l'essentiel. Mais nous ne nous contentons pas de refuser. Dans les jours qui viennent, nous remettrons aux Israéliens, ainsi qu'aux Américains, une nouvelle mouture de notre projet, plus détaillée, portant sur l'auto-gouvernement palestinien de la période intérimaire, en même temps que notre plan pour la tenue d'élections libres sous supervision internationale dans les territoires occupés.

La présente session prendra fin dans quelques jours. Elle sera suivie d'une phase de bilan et d'analyse entre les Palestiniens, tant au niveau de notre direction nationale et de nos organes institutionnels qu'à celui des nos associations populaires. Nous répondrons alors à la question de savoir pour quelle voie nous opterons dans les mois à venir.

R.E.P. — *Précisément, qu'en est-il aujourd'hui du débat qui oppose les tenants de la voie négociée à ceux qui la rejettent ou, en tout cas, s'en méfient ?*

H.A.S. — Le peuple palestinien affronte une difficulté permanente, celle de ne pas toujours maîtriser ses réactions devant l'énormité de l'injustice qui le frappe depuis 1948. Les Palestiniens n'arrivent pas toujours à supporter le fait qu'on leur demande tant de concessions et de « compréhension » pour l'autre partie, alors qu'ils sont les victimes et non les bourreaux. Cela rend plus difficile la réflexion objective et sereine quand ils sont confrontés à certaines questions. De là l'opposition de quelques-unes de nos organisations à la participation au processus de paix et surtout l'incapacité, pour quelques-uns, de voir qu'il nous était plus utile d'y participer que de le boycotter. Les choses s'étaient néanmoins améliorées après Madrid. Mais aujourd'hui, le manque de progrès, l'acharnement israélien à transformer les réalités sur le terrain pourraient consolider les tendances au refus et au boycott chez les Palestiniens.

Quoi qu'il en soit, les difficultés internes auxquelles nous faisons face ne peuvent être résolues que par un dialogue général, objectif et ouvert. L'OLP et les formations qu'elle regroupe ont montré qu'elles avaient les moyens d'être à la hauteur de leurs responsabilités, et nous devons multiplier les efforts pour que les Palestiniens, par le dialogue et la discussion, élargissent régulièrement les assises de leur unité nationale.

R.E.P. — *Comment le vieux militant que vous êtes vit-il ses nouvelles tâches sur le plan personnel ?*

H.A.S. — Je n'aurais jamais imaginé que je serais un jour appelé au poste de responsabilité qui est aujourd'hui le mien. D'autant moins que je ne suis membre d'aucune organisation politique. J'ai toute ma vie été indépendant. Mais j'ajoute tout de suite que, comme tout Palestinien, j'ai, depuis qu'elle existe, proclamé mon allégeance à l'OLP.

Aujourd'hui, je sens que les responsabilités sont bien lourdes et j'ai le souci constant d'œuvrer pour que les organisations politiques agissantes sur la scène palestinienne se hissent au niveau de leur responsabilité historique, qu'elles soient aptes à répondre à l'ensemble des interrogations qui nous talonnent.

J'ajouterais qu'à mon âge l'homme n'aspire plus qu'à vivre sereinement les quelques années qui lui restent, à jouir paisiblement de ce dont les années passées l'avaient privé, de lire, d'écouter ses compositeurs préférés. J'en suis privé, mais que représente cette privation par rapport au fait de servir la cause de mon peuple ? Bien peu de choses. Je ne peux nier toutefois que, lorsque je négocie,

une grande douleur m'habite. Il est extrêmement pénible de se dire que, pendant que l'on négocie autour d'une table avec des Israéliens, ces mêmes Israéliens commettent des actes si durs, si nocifs à l'encontre des nôtres. Il y a là une grande contradiction qui fait que l'homme ne peut être que profondément amer.

R.E.P. — Avez-vous senti une différence dans l'attitude des Israéliens quand ils négocient, comparée à leur comportement habituel d'occupants ?

H.A.S. — Il n'y a pas vraiment de différence. Leur mentalité est la même et on le sent tout de suite : dureté, arrogance, manque de souplesse, conviction d'être les détenteurs absolus du bon droit. Ce que nous constatons chez l'occupant se retrouve à la table des négociations. La seule différence est que, pour négocier, ils sont obligés de s'asseoir à la même table que nous, obligés de nous écouter, obligés de s'adresser à nous comme à des êtres humains, leurs égaux.

R.E.P. — Qu'en est-il des rapports futurs avec la Jordanie et de la coordination actuelle avec les autres délégations arabes ?

H.A.S. — Les relations futures avec la Jordanie seront déterminées après les négociations. Si nos espoirs en une patrie palestinienne se concrétisent en un État souverain et indépendant, ces relations seront ce que le peuple palestinien aura décidé, librement et démocratiquement, qu'elles soient. En attendant, nous coordonnons notre action avec nos frères jordaniens et les autres délégations arabes. Nous tenons à cette coordination et nous avons jusque-là réussi à ce qu'aucun accord ou engagement entre tel ou tel partenaire arabe et Israël ne se fasse au détriment des autres partenaires arabes. Nous avons une position véritablement unie et le fait qu'il y ait plusieurs tables de négociations n'y change rien. La cause arabe est une et la question palestinienne demeure son pivot central.